

Organisé par : Comité de Genève de La République En Marche ! Suisse

Débat : Ouvert à tous, Français de l'étranger

Participants : environ 35 personnes en présence de **Roland Lescure**, Député de la 1^{ère} circonscription des Français établis hors de France (Amérique du Nord) et Président de la Commission des Affaires économiques à l'Assemblée nationale.

Ambiance : Les participants étaient venus pour débattre, écouter les autres, mais aussi pour être écoutés sur leurs différentes propositions. La soirée s'est déroulée dans une ambiance ouverte aux réflexions et respectueuse des opinions d'autrui.

I. La fiscalité et les dépenses publiques

De manière générale, il faut :

- Une plus grande transparence en matière de fiscalité ;
- Faire des réformes fiscales ambitieuses afin de faire renaître un sentiment d'appartenance et de justice fiscale ;
- Expliquer de manière simple et concrète comment sont dépensées les recettes fiscales.

Simplification de l'impôt : les structures des recettes fiscales s'avèrent complexes et il convient de les remettre à plat. Une des priorités serait de revoir en profondeur et simplifier l'ensemble des niches fiscales.

Assiette fiscale : tout le monde devrait payer l'impôt sur le revenu, même une somme modique

Stabilité fiscale : il convient de faire en sorte que les lois fiscales s'appliquent pour une durée déterminée et ne puisse pas changer. Ceci donnerait une véritable visibilité et sécurité fiscale aux entreprises et citoyens.

Niveau de l'impôt : les taux d'imposition doivent baisser, en particulier l'impôt sur les sociétés.

En matière de **dépenses publiques**, de manière générale, les dépenses de l'état et collectivités doivent être réduites. Les dépenses devraient être plus ciblées, en finançant en priorité la transition écologique.

Outre la transition écologique, les foyers de réduction proposés sont les suivants :

- Transport (moins de lignes à grande vitesse sans la suppression des petites lignes)
- Défense
- Pas d'allocations familiales additionnelle au-dessus de 3 enfants
- Diminution de l'aide médicale aux étrangers

En revanche, il existe certains domaines où les dépenses devraient augmenter :

- Soutiens accrus aux victimes de violences et agressions
- Les étudiants (mieux les aider et les accompagner)
- Développement des filières biologiques
- Entretien du patrimoine
- Police
- Logement

Age de la retraite : il apparait clair que le système actuel doit évoluer et il convient de faire reculer l'âge de la retraite pour le rendre pérenne.

Temps de travail : il ne faut pas augmenter le temps de travail mais le libérer en donnant la possibilité de travailler plus pour ceux qui le veulent.

Transparence : les dépenses de l'état doivent gagner en clarté et transparence. Pour cela, une proposition est d'informer les français sur comment leurs impôts sont dépensés en leur envoyant des informations claires et précises sur les différentes dépenses effectuées par l'État et les collectivités (p.ex. affectation des dépenses, impôt par impôt)

Numérisation : nous devons aujourd'hui généraliser les outils digitaux afin de rendre l'État plus efficace et moins dépensier. Cependant, l'État doit accompagner cette transition afin d'éviter une fracture numérique.

Contrepartie à l'attribution des aides sociales : les aides sociales reçues pourraient être conditionnées à certaines obligations. Il a par exemple été mentionné l'obligation pour les chômeurs de donner des cours de soutien scolaire et de se former pour retrouver un emploi mieux adapté au marché.

2. L'organisation de l'État et des services publics

Nous devons retrouver un service public réellement au service du public. Il convient d'opérer un véritable transfert de pouvoir de l'État aux collectivités.

Par ailleurs, nous observons un problème d'efficacité et de fonctionnement de la dépense publique. Un audit devrait être mené afin d'en améliorer l'efficacité des services en réduisant le flux de demandes administratives, par exemple.

3. La transition écologique

L'écologie passe par l'éducation : il faut fournir une meilleure information et éducation à l'ensemble des citoyens afin d'inciter à changer les comportements.

L'écologie est d'abord un effort de chacun. C'est pourquoi, des actions simples devraient être proposées et mises en place afin d'améliorer la prise de conscience.

Transparence : il convient de savoir ce que l'on finance dans la transition écologique. Europe : L'écologie est un sujet qui dépasse la France. Nous devons avoir une approche européenne coordonnée.

Il faudrait également créer des indicateurs écologiques.

La fiscalité liée à l'écologie devrait être moins punitive et plus incitative. Ont été cités les indemnités renforcées lors de l'utilisation de moyen de transports respectueux de l'environnement. Cependant, il a également été proposé de taxer plus fortement les déplacements en avion lorsqu'une alternative ferroviaire existe.

Mesure de la pollution : la pollution est principalement mesurée en CO₂ (dioxyde de carbone). Il faudrait également rajouter le CO (monoxyde de carbone) comme indicateur clé.

Logement : il faut arrêter les passoires thermiques :

- En contraignant les gros donneurs d'ordres tels que les sociétés d'HLM à avoir des logements mieux isolés ;
- En valorisant les métiers de l'apprentissage afin de répondre à la demande

Enfin au lieu de jeter les déchets végétaux, ceux-ci devraient être valorisés en les méthanisant et ainsi produire de l'énergie.